

# Blanquefort. Bruno Le Maire « regrette » le rejet de l'offre de Punch par Ford

Bruno Le Maire s'adresse à la presse ce lundi 25 février, après le rejet de l'offre de reprise de l'usine Ford à Blanquefort. | AFP

Ouest-France

Modifié le 25/02/2019 à 19h27

Publié le 25/02/2019 à 19h03

Le ministre de l'Économie a fait part de son regret, ce lundi 25 février, à la suite du rejet de l'offre de reprise de l'usine Ford à Blanquefort. Bruno Le Maire a fait part de sa volonté de rechercher des solutions pour garantir un avenir au site industriel.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a regretté lundi que [Ford ait rejeté la dernière offre de reprise de son site de Blanquefort](#), fustigeant l'attitude « **indigne** » du constructeur américain et entérinant la fermeture de l'usine.

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

« **Nous regrettons que cette offre, une nouvelle fois, n'ait pas été acceptée par Ford et que la porte soit restée fermée** », a expliqué le ministre lors d'une conférence de presse au terme d'une réunion à Bercy avec les représentants du personnel et les élus locaux de cette usine qui compte 800 salariés.

[Une attitude « indigne »](#)

« **L'attitude qu'a eue Ford [...] est indigne d'un grand groupe industriel et indigne des salariés qui se sont battus depuis des mois** », a affirmé le ministre, assurant que « **Ford doit payer ce qu'il doit aux salariés** ».

« **Nous voulons que le plan social soit le plus solide possible pour l'ensemble des salariés de Ford** », a-t-il affirmé, ajoutant que le constructeur devait aussi « **payer pour le site et garantir sa dépollution, ainsi que payer le territoire en amenant les fonds nécessaires à la réindustrialisation du site** ».

« **À partir du moment où Ford a pris cette décision définitive, maintenant c'est l'avenir qu'il faut imaginer** », a ajouté le ministre, qui a assuré avoir lancé un groupe de travail pour en discuter. « **Nous avons créé un groupe entre les élus locaux, l'État, les représentants syndicaux pour travailler à l'avenir du site** », a-t-il expliqué, précisant avoir « **déjà des pistes possibles** ».

## Le plan social privilégié pour les 800 salariés

Le constructeur automobile Ford a confirmé ce lundi qu'il refusait la dernière offre de reprise de Punch Powerglide pour son usine de Blanquefort, près de Bordeaux ([Gironde](#)), et qu'il continuait de privilégier [un plan social pour les 800 salariés du site](#).

La nouvelle offre de reprise de Punch Powerglide, jamais détaillée, avait été annoncée triomphalement par Bercy il y a une semaine. Ford avait déjà rejeté une première proposition à la mi-décembre en expliquant qu'elle ne lui paraissait pas assez solide, et affirmant qu'un plan social serait plus avantageux pour les salariés.